



Retranscription du point de presse hebdomadaire de l'ONUCI

(Abidjan, le 19 janvier 2012)

Hamadoun Touré (Porte-parole de l'ONUCI): Bonjour mesdames et messieurs. Bienvenue à ce point de presse hebdomadaire de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire. Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies, Bert Koenders, a multiplié les consultations cette semaine pour réaffirmer l'engagement de la mission auprès du peuple ivoirien. Il s'agissait pour lui de confirmer que les chantiers de 2012 au plan sécuritaire, politique, humanitaire et social seraient appuyés et accompagnés tout comme serait soutenue la vision pour le développement. Dans ce sens, 2012 est une année décisive pour la Côte d'Ivoire qui enregistre des progrès encourageants.

L'ONUCI reste prête à apporter appui et conseil sur la sécurité des populations civiles, la réforme du secteur de la sécurité, la réconciliation à la base par le biais d'une justice équitable, le dialogue national inclusif, le relèvement économique rapide ainsi que le retour tout aussi rapide des services de base.

Pour M. Koenders, les urgences d'aujourd'hui doivent aller de pair avec une vision pour l'avenir. C'est le message qui a dominé ses entretiens avec le Président Alassane Ouattara et le Premier Ministre Guillaume Soro rencontrés respectivement mardi et mercredi. C'est un message similaire que M Koenders compte délivrer la semaine prochaine au Conseil de Sécurité lors de sa présentation de la situation ivoirienne.

Le Chef de l'ONUCI évoquera vraisemblablement aussi la question de l'embargo sur les armes qui est une demande de plus en plus pressante des autorités ivoiriennes. Comme il l'a déjà expliqué, il reviendra au Gouvernement concerné c'est à dire ivoirien de suivre la procédure en la matière c'est-à-dire de saisir directement le Comité des sanctions, qui a l'exclusivement de la décision dans ce domaine. Ensuite, M Koenders pourrait se faire l'écho de cette requête en relation avec les avancées éventuelles dans le couple Désarmement, Démobilisation, Réintégration et Réforme du Secteur de Sécurité (DDR/RSS).

Conformément à la politique de décentralisation que compte initier son Chef, l'ONUCI s'est outillée et se prépare à accentuer son déploiement à travers tout le pays. L'objectif est d'être plus près des populations pour mieux assurer leur protection, mieux connaître leurs préoccupations et mieux les servir.

C'est dans la suite logique d'un tel engagement qu'il faut placer l'accroissement des patrouilles des casques bleus qui ont atteint la semaine dernière le chiffre de 1516 au niveau terrestre et aérien. Il en est de même

des soins gratuits offerts à 1707 patients et des 71000 litres d'eau mis à la disposition des populations.

Sur un volet financier, le Système des Nations Unies a octroyé un financement de trois millions de dollars (3 000 000 \$ US) à la Côte d'Ivoire, à travers le Fonds des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix, au titre de la Facilité du décaissement immédiate. Ce fonds va permettre la remise en état des 13 premiers sites sur les 29 identifiés des bureaux de préfecture, de police et de gendarmerie. A ce sujet, M Koenders réitère la nécessité du déploiement d'une police renforcée à travers tout le territoire ivoirien.

Ce soutien financier est le résultat d'un travail conjoint entre le système des Nations Unies et le Gouvernement ivoirien pour définir les priorités dans l'appui au rétablissement de la sécurité, de l'autorité de l'Etat et de la cohésion sociale, domaines définis comme axes prioritaires par le Gouvernement, à savoir la stabilisation de la situation sécuritaire, la reconstruction et la restauration de l'autorité de l'Etat.

Ce projet concerne dans son ensemble:

- la remise en état et l'équipement **de 03** commissariats de police et **04** brigades de gendarmerie pour la région du Moyen Cavally,
- l'équipement **de 35** commissariats de police d'arrondissement et **05** districts de police dans le District d'Abidjan,
- la remise en état et l'équipement **de 01** poste de commandement radio de la préfecture de police d'Abidjan et le district de police d'Adjamé,
- la remise en état et l'équipement **de 06** préfectures et **14** sous-préfectures des régions des Moyen Cavally et Montagnes,
- La formation d'au moins 400 formateurs relais des forces de police et de gendarmerie affectés dans les zones d'intervention du projet.

Les travaux débiteront dès la semaine du 23 janvier 2012 et devront durer 2 mois.

Avec la nouvelle année, l'ONUCI a repris ses activités multiformes de sensibilisation destinée aux populations. Dans ce cadre, la 19^e édition des Journées de l'ONUCI dénommées JDO aura lieu du 25 au 27 janvier à Bongouanou, dans la région du N'zi Comoé. Cette édition qui sera la première de 2012 et après le scrutin législatif, vous savez que pendant le scrutin législatif, nous avons suspendu nos activités pendant la campagne électorale, vise à renforcer la contribution de la Mission en faveur d'un environnement post-crise apaisé, nécessaire à la relance, au relèvement économique et surtout au rétablissement des fondamentaux du pays.

Dans la même veine, la Mission organisera, les 23 et 26 janvier, une série d'ateliers de sensibilisation avec les leaders d'opinion, notamment à Ouangolodougou (Région des Savanes) et dans la localité d'Azaguié (Agneby) pour la promotion de la réconciliation nationale et la préservation des acquis sur le plan du dialogue intercommunautaire, dans la région.

Le 25 janvier à Lakota, l'ONUCI organise une caravane scolaire au Lycée Moderne Emile Boga Doudou. Quatorze établissements secondaires sont

attendus à cette journée d'échanges de l'ONUCI avec la jeunesse en milieu scolaire de Lakota. Les jeunes, l'éducation, la sensibilisation sur leurs droits, la non-violence en milieu scolaire et l'apport de cette frange de la population importante pour tout pays ambitieux sont des éléments qui nous tiennent à cœur.

Autre secteur relais en matière de sensibilisation, le sport qui fait également partie intégrante de notre stratégie de communication. Et l'actualité, c'est la Coupe d'Afrique des Nations de football. Comme vous le savez, comme nous l'avions fait en 2008, en 2010 mais également pendant la Coupe du monde jouée en Afrique du Sud, lors des Coupes d'Afrique des Nations de football 2008, 2010 mais également pendant la coupe du Monde jouée en Afrique du Sud, nous allons offrir aux populations, des projections publiques de matches de la CAN 2012 prévue au Gabon et en Guinée Equatoriale du 21 janvier au 12 février. D'Abidjan à Diabo en passant par Djebonoua, Bondoukou, Botro, Ouangolodougou, Saïoua, Séguela ou Yamoussoukro, ces plateformes permettront aux populations sans distinction de groupes ethniques, religieux ou de nationalités de se rassembler, de vivre des moments de joie, j'ai voulu dire de vibrer au son du football le sport roi qui est aussi le sport rassembleur par essence.

Ces projections publiques seront couplées de sensibilisation pour la contribution des populations à un environnement post-crise apaisé autour des valeurs qui sont connues et que prône le sport notamment le fair-play, la tolérance, le respect de l'adversaire, le respect des règles du jeu, la cohésion/l'homogénéité. En fait se sont des valeurs du sport mais ce sont également des valeurs de la société pour qu'on vive ensemble en respectant et en nous enrichissant de nos différences. Nous aurons également nos partenaires locaux qui pourront venir s'exprimer et naturellement les divisions de l'ONUCI qui parleront de leurs activités au quotidien au profit des populations ivoiriennes. Outre ces projections publiques nous mettrons en ligne sur notre site www.onuci.org, une page « Spéciale CAN 2012 » où vous retrouverez des messages de paix, les activités menées sur le terrain durant cette compétition, des photos et autres informations. Notre radio ONUCI-FM enverra également pour la couverture, des reporters sur le terrain pour la CAN 2012.

Enfin, le Chef de la Mission souhaite « aux Eléphants une excellente Coupe d'Afrique des Nations de football pour une Côte d'Ivoire réconciliée avec elle-même autour des idéaux de cohésion sociale et de paix ». En fait je lis là un message que vous allez retrouver sur la RTI au cours des prochains jours jusqu'à la fin de la compétition. Et comme vous le savez également le Représentant spécial a reçu des mains du Président Ouattara, le maillot de l'équipe ivoirienne. Il a souhaité une excellente Coupe d'Afrique des Nations et a même dit que les Eléphants allaient gagner. Donc moi je vous souhaite une bonne Coupe d'Afrique des Nations 2012. Je suis à votre disposition si vous avez des questions sur le sport mais également sur les sujets que j'ai abordés. Merci, et pour ceux que je n'avais pas vu, bonne année 2012. Je vous prie de vous indiquer votre nom et l'organe de presse que vous représentez ici.

Barthelemy Kouamé (FratMat. Mobile) : Je ne sais pas si vous avez abordé la question. Je m'en excuse. La dernière fois, à la sortie de son audience, le Représentant spécial disait qu'il allait à New York et qu'il

devrait avoir des discussions avec les Conseil de sécurité. Je voudrais savoir la date de ce départ.

HT : Alors, il sera à New York la semaine prochaine. Il quitte Abidjan le Weekend et il sera devant le Conseil de sécurité la semaine prochaine. Il restera environ une semaine. C'est pour des consultations avec le Conseil de sécurité, mais également avec le siège de l'ONU à NY. Parce que vous savez que nous travaillons avec ce qu'on appelle le Département des opérations de maintien de la paix. Donc il aura des consultations également à ce niveau.

Fortuné Kouassi (Presse américaine) : Bonne année M. Hamadoun. Je voudrais savoir brièvement le bilan de l'année 2011 que l'ONUCI peut faire. Est-il satisfaisant ? Et savoir ce qui pourrait être fait pour éviter de replonger dans une vague de violences.

HT : Merci beaucoup. L'année 2011 a été une excellente année au plan de l'organisation des élections, parce que les ivoiriens ont attendu ces élections, je crois, depuis 2005 et c'était en 2011 qu'elles ont pu se tenir. Elles ont connu un taux de participation exceptionnelle avec plus de 80% pour les deux tours[de la présidentielle]. Il y a eu, en revanche, une grosse difficulté après la bonne tenue de ces élections avec ce qui a été connu comme la crise postélectorale. Elle a duré beaucoup plus que les observateurs ne prévoyaient. Elle a fait beaucoup plus de victimes que les observateurs ne redoutaient. Elle a été très dure pour tous, cette crise postélectorale. Mais, nous l'avons surmontée et le pays est en train de reprendre. Nous constatons des progrès et durant toute cette année, l'ONUCI a été aux côtés du peuple ivoirien, au niveau de la sécurité, au niveau de l'organisation des élections, au niveau de la certification, au niveau également de la protection des populations. L'ONUCI a été aux côtés du peuple ivoirien et l'ONUCI est fière [d'avoir exécuté] de son mandat, puisqu'on parle de bilan. Mais il ne suffit pas d'être fier du bilan de 2011, nous avons le regard tourné vers 2012. Et nous sommes prêts, encore une fois, à appuyer la Côte d'Ivoire sur les chantiers qui restent. Et les chantiers qui restent sont les chantiers de la sécurité et les chantiers de la protection des populations de manière directe d'abord, c'est-à-dire la sécurité des citoyens au jour le jour, de manière quotidienne, la sécurité du pays en tant qu'entité territoriale. Il y a également la création de nouvelles forces de sécurité, c'est-à-dire la réforme du secteur de sécurité. Qu'il s'agisse de l'armée, qu'il s'agisse des forces de sécurité, qu'il s'agisse de la police, qu'il s'agisse de la gendarmerie, qu'il faut, bien sûr, reprendre, qu'il faut surtout redéployer, qu'il faut également équiper. C'est dans ce sens que nous avons expliqué aux autorités ivoiriennes que si elles souhaitaient des équipements militaires pour leurs forces de sécurité, elles devraient s'adresser directement au comité des sanctions qui a la décision dans ce domaine. Il y a également l'installation ou l'établissement de l'autorité de l'Etat sur tout le territoire ivoirien. Là, également nous serons aux côtés des autorités compétentes, mais nous serons également aux côtés des populations. J'ai dit dans l'introduction que nous allons déployer davantage dans les villages ivoiriens pour être plus à l'écoute des populations, pour les connaître davantage, pour les écouter davantage, pour les comprendre davantage et surtout pour mieux les servir. Donc, il y aura également de ce côté un effort en 2012 et nous serons à vos côtés. Bien sûr il est trop tôt pour faire le bilan de 2012. Nous sommes encore en 2011. Mais nous pensons et nous espérons faire mieux que 2011.

D'ores et déjà, nous avons un travail à faire sur le plan de la certification, comme vous le savez, des élections législatives pour 2012. Mais nous attendons que le Conseil constitutionnel se prononce et c'est ensuite que nous entrerons dans le jeu. Vous savez également qu'il se peut qu'il y ait des élections partielles. Au moins une élection partielle, suite au décès d'un candidat pendant la campagne électorale. Là également, l'ONUCI va apporter son appui à la Côte d'Ivoire. Mais au-delà de l'ONUCI, il s'agit de tout le système des Nations unies. J'ai annoncé l'octroi par le Fonds des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix, qui a débloqué une enveloppe de trois (3) millions de dollars au profit des forces de sécurité essentiellement. Parce qu'il s'agit de réhabiliter des commissariats, bien sûr aussi de l'administration territoriale, parce que il y a les préfectures et les sous-préfectures qui seront concernées. Mais tout cela pour vous dire que nous sommes engagés à poursuivre notre appui, pas seulement au niveau sécuritaire, mais aussi au niveau financier et au niveau humain.

Ferdinand Gogoua (ONUCI FM): J'ai deux préoccupations. La première, c'est de savoir si l'ONUCI est informée de la tenue d'un meeting du FPI à Yopougon, le samedi prochain et quelles sont les dispositions qui ont été prises pour éviter les violences ? Deuxième question, c'est de savoir où sont passées les armes des policiers et gendarmes ivoiriens après la crise post électorale, parce que bien souvent les autorités ivoiriennes pour demander la levée de l'embargo, évoquent le fait que les policiers et gendarmes ivoiriens n'ont pas les moyens nécessaires pour assurer la sécurité. Ma question est de savoir où sont passées les armes les policiers et gendarmes ivoiriens après la crise poste électorale ? Merci.

HT : Oui, nous sommes informés du meeting prévu le 21 janvier, samedi à Yopougon. Nous voulons réaffirmer ici haut et fort notre soutien pour la liberté d'expression. C'est une valeur cardinale en démocratie. Et nous sommes pour que chaque entité, chaque parti politique, chaque regroupement politique ou tout simplement chaque association puisse tenir ses réunions dans la paix, puisse également s'exprimer dans la liberté. Nous le réaffirmons, parce que nous l'avons déjà dit. Quant au meeting, vous savez que la protection ou l'encadrement d'un meeting dans le pays, revient en premier lieu aux autorités ivoiriennes compétentes. Quand elles demandent notre soutien, nous accordons ce soutien en fonction de nos capacités. C'est-à-dire de nos ressources et de notre mandat. Cela dit, c'est un meeting que nous allons suivre comme nous suivons tous les regroupements, tous les rassemblements qui se déroulent sur le territoire ivoirien où nous sommes déployés. La deuxième question est plus facile. Je ne sais pas. Je ne sais pas où sont passées les armes. Peut-être qu'il faut poser la question aux gendarmes et aux militaires ivoiriens.

BK (FratMat Mobile): Aujourd'hui encore certaines populations continuent de subir des rackets souvent avec des violences. Que fait l'ONUCI pour que cessent ces pratiques ?

HT : Oui. Très bien. C'est une question qui me permet de réitérer ou de rappeler ce que, parce que je n'ai pas été juste avec nos collègues de la Police des nations unies qui fait un travail remarquable qui, au moment où je vous parle, est en train d'effectuer un atelier de formation pour la Police

ivoirienne. Mais au-delà de la formation, nous avons des patrouilles conjointes avec les forces républicaines de Côte d'Ivoire (FRCI). Il y a également les patrouilles que nous faisons seuls. Je vous ai donné le chiffre mais je n'ai pas détaillé. Nous avons été saisis de ce genre de pratiques. Mais au-delà des rackets, des coupeurs de route, je crois bien, sur l'axe Bouaké-Katiola. Pendant plusieurs jours, pendant presque toute une semaine. Et nous avons décidé maintenant de faire des patrouilles renforcées et même des escortes pour un peu rassurer les populations. Surtout au-delà de rassurer les populations, mettre fin à ce genre de pratiques. Mais il est évident que nous ne pouvons pas être partout. Ce n'est pas une excuse. Nous allons renforcer nos patrouilles. Nous allons promouvoir ce concept d'escorte que nous faisons déjà l'année dernière ou l'année d'avant sur l'axe Daloa où il y avait également des cas répétés de coupeurs de route, de rackets et d'autres pratiques. Maintenant ce qui dépend des autorités ivoiriennes elles-mêmes, nous continuons de leur parler, nous continuons d'insister, nous continuons de poursuivre nos formations en matière de droits de l'homme, en matière également de police normale. Je veux dire le comportement normal d'un policier. Mais c'est une œuvre de longue haleine qu'il faut poursuivre. Mais ce qui dépend de nous, c'est également d'être là, d'être physiquement présents pour que les populations soient rassurées, pour qu'elles puissent vaquer à leurs occupations de manière normale, pour qu'elles puissent aller au champ. Il ne s'agit pas seulement des grandes artères. Même pour se rendre parfois au champ, il y a des difficultés. Nous constatons avec plaisir que cela diminue. Le taux n'est toujours pas satisfaisant, il est encore inquiétant mais il y a une réduction des violences, il y a une réduction de la nature des violences. Cela n'excuse rien. Nous avons tous eu un grand choc avec ce qui s'est passé à Vavoua, et je pense que c'est un tournant dans la façon de gérer ce genre de crise. Cela se passe bien jusqu'à présent. Cela dit, il ne faut pas se faire d'illusions, il sera difficile d'éradiquer complètement ce genre de pratiques qui sont quand même assez vieilles. Merci beaucoup, merci d'être venus. On se revoit la semaine prochaine.

Pour toute information supplémentaire, prière de contacter:

Hamadoun Touré, Porte-parole

Tél. : +225-0620 3305 ; Portable : + 225-05 990 075 ; Fax : +225-020235107

Email: hamadoun@un.org.

<http://www.onuci.org>